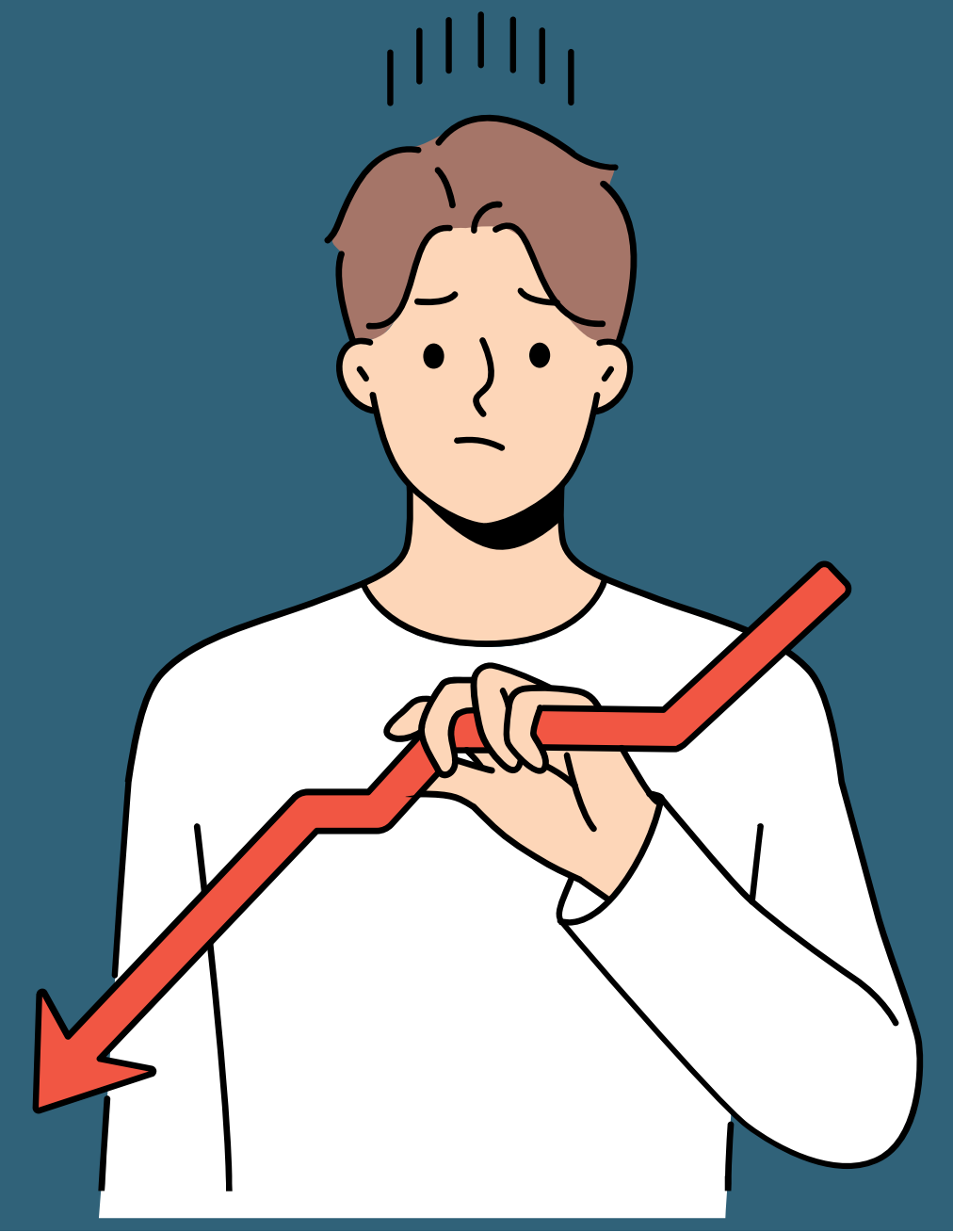


Dégradation généralisée des conditions de travail des agents de la Fonction publique



L'enquête de l'Unsa Fonction publique sur les perceptions et inquiétudes des agents publics face aux attaques et aux enjeux du dialogue social, publiée le 24 novembre 2025, s'appuie sur un questionnaire diffusé sur le site du syndicat entre le 1^{er} octobre et le 14 novembre 2025, auquel plus d'un millier d'agents ont répondu. L'objectif était de sonder leur regard sur l'évolution du dialogue social dans leur environnement professionnel. Les réponses recueillies dressent un tableau préoccupant de la situation dans les trois versants de la Fonction publique : si les agents réaffirment massivement l'importance du dialogue social pour la défense de leurs droits, beaucoup estiment toutefois que cet outil ne parvient plus à jouer pleinement son rôle de moteur de transformation et de dynamique au sein de leurs administrations.

PRÈS DE QUATRE AGENTS
PUBLICS SUR CINQ

79,7 %

ONT ENVISAGÉ DE QUITTER LA FONCTION PUBLIQUE
EN RAISON DE LA DÉGRADATION DES CONDITIONS DE
TRAVAIL



L'HOSPITALIÈRE ENREGISTRE LE TAUX LE PLUS ÉLEVÉ (85,1 %),

devant l'État (80,3 %) et la territoriale (76,6 %).

CRISE DE RECONNAISSANCE



SEULS 7,2 % DES AGENTS

estiment que leur rémunération est « en adéquation avec les
responsabilités de [leur] poste »

PRÈS DE LA MOITIÉ DES RÉPONDANTS
(49,5 %)

ont « déjà envisagé de **quitter la Fonction publique** en raison du
manque de reconnaissance »

FRAGILISATION DES DROITS

Une "majorité significative" de 91,7 % des répondants estime que "les réformes récentes ont fragilisé les droits des agents publics"

Sont également citées les mesures affectant la rémunération et les droits sociaux. Parmi celles-ci, le « gel du point d'indice », « l'impact des réformes sur la retraite et les arrêts maladie (jours de carence, baisse de salaire à 90 % pendant les congés de maladie ordinaire) »



VIOLENCES ET STIGMATISATION MÉDIATIQUE

64,2 %

dit avoir « **déjà été victime d'agression verbale ou physique** »

76,8 %

déclarent être **affectés par les attaques** contre la Fonction publique.

83 %

des agents estiment que leur travail est « **peu valorisé par les médias** »

"stigmatisation de l'emploi public"

Cette faible reconnaissance s'accompagne d'une « stigmatisation de l'emploi public » via la « répétition des clichés 'fainéants', 'privilegiés', 'toujours en vacances', 'payés à rien faire' ».